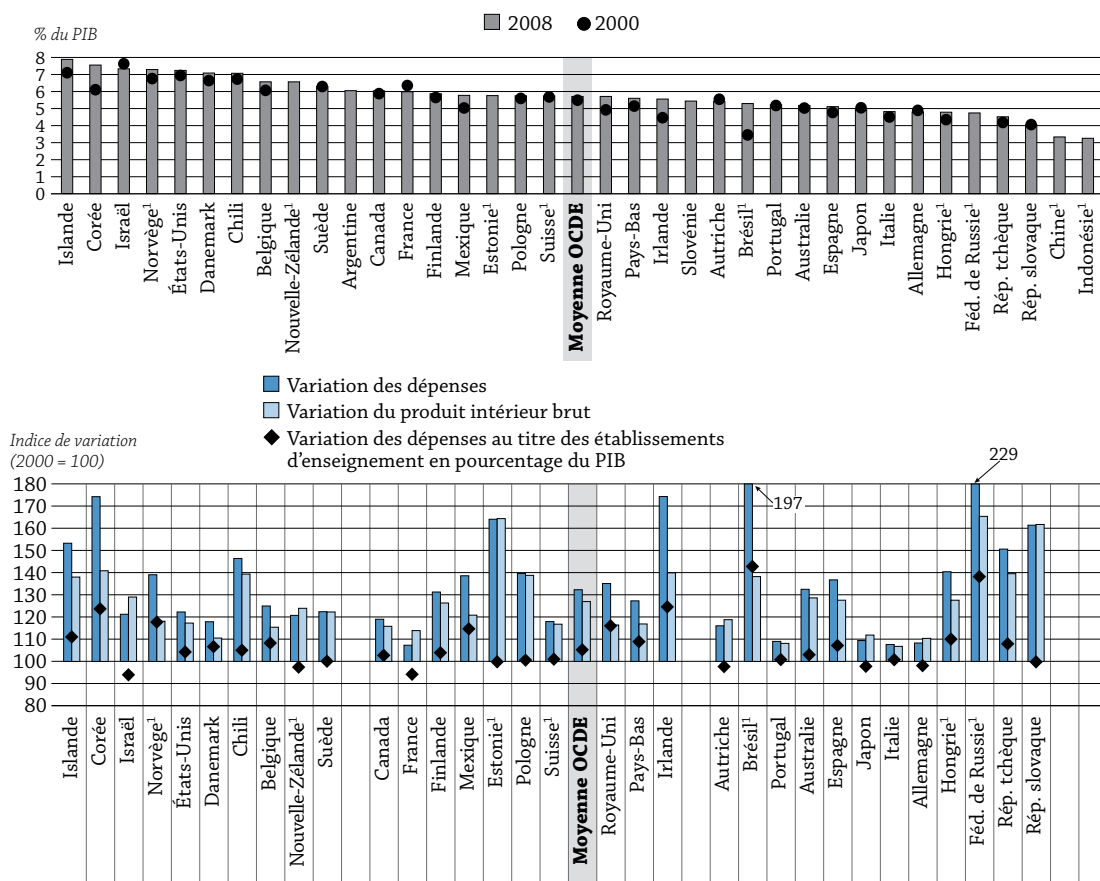


## QUELLE PART DE LEUR RICHESSE NATIONALE LES PAYS CONSACRENT-ILS À L'ÉDUCATION ?

- En 2008, les pays de l'OCDE ont consacré 6.1 % de leur PIB cumulé au financement de leurs établissements d'enseignement. Ce pourcentage est supérieur à 7.0 % au Chili, en Corée, au Danemark, aux États-Unis, en Islande, en Israël et en Norvège. Sur les 36 pays dont les données sont disponibles, seuls 9 n'y consacrent pas plus de 5.0 % du PIB.
- Entre 2000 et 2008, les dépenses tous niveaux d'enseignement confondus ont progressé à un rythme plus soutenu que le PIB dans 25 des 32 pays dont les données sont disponibles. L'augmentation représente plus de 1.0 point de pourcentage durant cette période au Brésil (de 3.5 % à 5.3 %), en Corée (de 6.1 % à 7.6 %) et en Irlande (de 4.5 % à 5.6 %).

**Graphique B2.1. Dépenses au titre des établissements d'enseignement en pourcentage du PIB, tous niveaux d'enseignement confondus (2000, 2008) et indice de variation entre 2000 et 2008 (2000 = 100, prix constants)**



1. Dépenses publiques uniquement (pour la Suisse, enseignement tertiaire uniquement ; pour la Norvège, enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire uniquement ; et pour l'Estonie, la Fédération de Russie et la Nouvelle-Zélande, données de 2000 uniquement).

Les pays sont classés par ordre décroissant des dépenses totales publiques et privées au titre des établissements d'enseignement en 2008.

**Source :** OCDE. Données relatives à l'Argentine et l'Indonésie : Institut de statistique de l'UNESCO (Programme des indicateurs de l'éducation dans le monde). Données relatives à la Chine : *Bulletin statistique national 2009 sur les dépenses d'éducation*. Tableau B2.1 et tableau B2.4 disponible en ligne. Voir les notes à l'annexe 3 ([www.oecd.org/edu/eag2011](http://www.oecd.org/edu/eag2011)).

**StatLink** <http://dx.doi.org/10.1787/888932467906>

### Lecture du graphique

Ce graphique montre l'investissement dans l'éducation sur la base du pourcentage du revenu national que les pays ont consacré au financement des établissements d'enseignement en 2000 et en 2008, et montre l'évolution des dépenses au titre des établissements d'enseignement entre 2000 et 2008. Il inclut les dépenses directes et indirectes de sources publiques et privées au titre des établissements d'enseignement.

## ■ Contexte

Les dépenses d'éducation constituent un investissement qui peut contribuer à promouvoir la croissance économique, à accroître la productivité, à favoriser l'épanouissement personnel et le développement social, et à réduire les inégalités sociales. La part du PIB consacrée à l'éducation montre la priorité que chaque pays y accorde. La part du total des ressources financières affectée à l'éducation dans un pays résulte de choix effectués par les pouvoirs publics, les entreprises, les élèves/étudiants et leur famille, et dépend aussi en partie des taux de scolarisation. Comme ces dépenses sont largement financées par les deniers publics, elles sont sous très haute surveillance des pouvoirs publics, en particulier en temps d'austérité budgétaire.

## ■ Autres faits marquants

- **Les dépenses au titre de l'enseignement préprimaire représentent 7 % des dépenses d'éducation cumulées de l'OCDE**, soit 0.4 % du PIB cumulé. Le pourcentage du PIB qui est consacré à l'encadrement préprimaire varie sensiblement entre les pays de l'OCDE : il est, par exemple, inférieur à 0.1 % en Australie et en Indonésie, mais égal ou supérieur à 0.8 % en Espagne, en Islande et en Israël.
- **Les dépenses au titre de l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire représentent 61 % des dépenses d'éducation cumulées de l'OCDE**, soit 3.7 % du PIB cumulé. En pourcentage de son PIB, l'Islande dépense près de deux fois plus que la République slovaque et plus de deux fois plus que la Fédération de Russie.
- **Les dépenses au titre de l'enseignement tertiaire représentent près d'un tiers des dépenses d'éducation cumulées de l'OCDE**, soit 1.9 % du PIB cumulé.
- **Le Canada, le Chili, la Corée et les États-Unis consacrent entre 2.0 % et 2.7 % de leur PIB au financement des établissements d'enseignement tertiaire.** Le Chili, la Corée et les États-Unis sont également les pays où les dépenses privées au titre de l'enseignement tertiaire sont les plus élevées en pourcentage du PIB : entre 1.7 % et 1.9 % du PIB. En pourcentage de leur PIB, les États-Unis dépensent plus de trois fois plus que le Brésil, la Hongrie et la République slovaque dans l'enseignement tertiaire.

## ■ Tendances

Entre 2000 et 2008, les dépenses ont évolué de manière assez différente selon les niveaux d'enseignement. Les dépenses au titre de l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire ont progressé au moins au même rythme que le PIB dans 17 des 29 pays dont les données des deux années sont comparables. Les dépenses au titre de l'enseignement tertiaire ont progressé au même rythme que le PIB dans 26 des 29 pays dont les données sont disponibles.

## Analyse

B2

### Investissement global en pourcentage du PIB

Tous les pays de l'OCDE investissent une part importante de leurs ressources nationales dans l'éducation. Sources de financement publiques et privées confondues, en 2008, ils ont consacré collectivement 6.1 % de leur PIB cumulé au financement de l'enseignement préprimaire et des établissements d'enseignement primaire, secondaire et tertiaire.

Les dépenses les plus élevées au titre des établissements d'enseignement s'observent au Chili, en Corée, au Danemark, aux États-Unis, en Islande, en Israël et en Norvège, où, sources publiques et privées confondues, elles représentent au moins 7 % du PIB. Par contraste, 9 des 36 pays dont les données sont disponibles consacrent au plus 5 % de leur PIB à l'éducation : l'Allemagne (4.8 %), la Chine (3.3 %), la Fédération de Russie (4.7 %), la Hongrie (4.8 %), l'Indonésie (3.3 %), l'Italie (4.8 %), le Japon (4.9 %), la République slovaque (4.0 %) et la République tchèque (4.5 %).

### Dépenses au titre des établissements d'enseignement par niveau d'enseignement

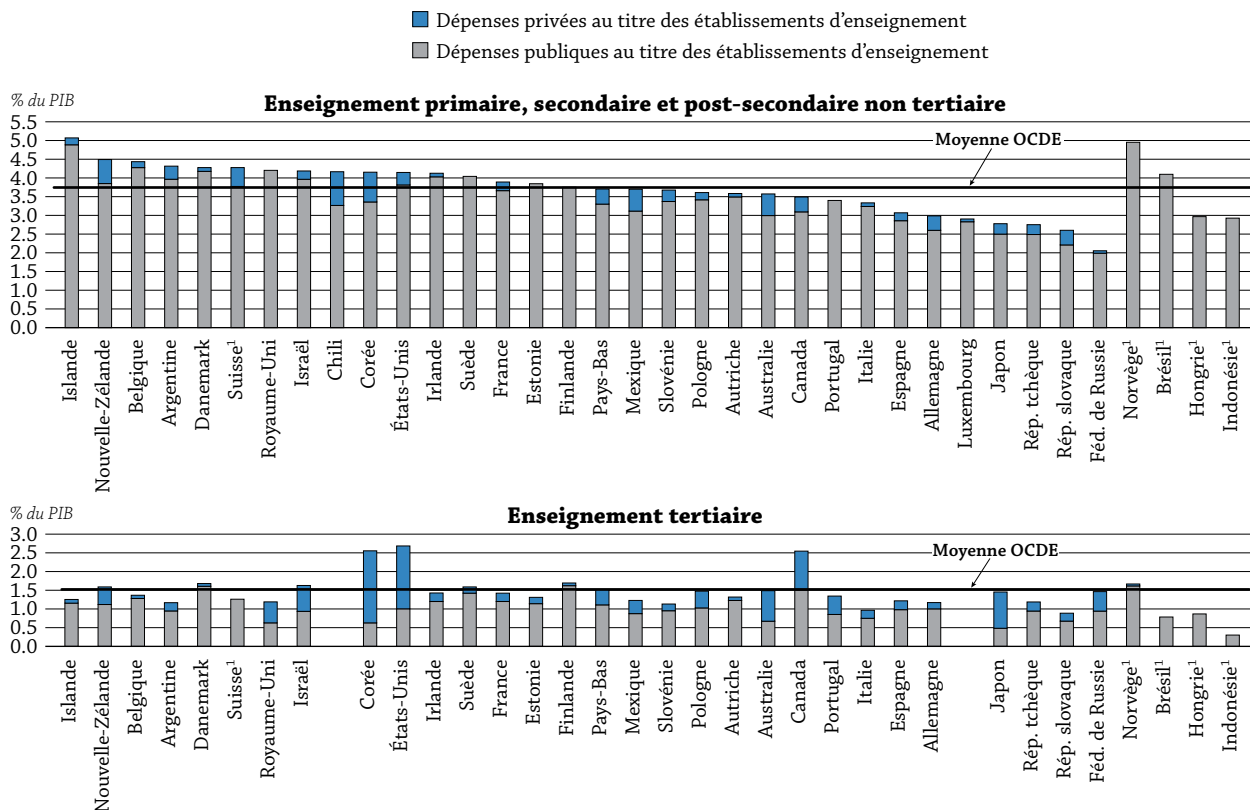
C'est au niveau préprimaire que les dépenses varient le plus entre les pays. À ce niveau d'enseignement, les dépenses représentent moins de 0.1 % du PIB en Australie et en Indonésie, mais elles atteignent ou dépassent 0.8 % en Espagne, en Islande et en Israël. Les écarts de dépenses observés au niveau préprimaire s'expliquent principalement par la variation des taux de scolarisation des très jeunes enfants (voir l'indicateur C1) et de l'âge du début des études primaires, mais ils sont parfois imputables aussi à la variation de la mesure dans laquelle les structures privées d'accueil préprimaire sont prises en compte dans cet indicateur. En Irlande, par exemple, l'enseignement préprimaire est essentiellement assuré par des établissements privés exclus de la collecte nationale de données de 2008. Par ailleurs, les établissements d'enseignement couverts par cet indicateur ne sont pas les seuls à proposer un encadrement préprimaire de qualité : d'autres structures d'enseignement existent bien souvent en dehors du cadre institutionnel. Une certaine prudence s'impose donc avant de tirer des conclusions sur les conditions d'accès et la qualité de l'encadrement préprimaire (voir le tableau B2.2).

En moyenne, dans les pays de l'OCDE, 61 % des dépenses cumulées à l'échelle de l'OCDE au titre des établissements d'enseignement sont consacrées à l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire. Ces niveaux absorbent la majeure partie du budget alloué aux établissements d'enseignement, soit l'équivalent de 3.7 % du PIB cumulé de l'OCDE (voir le tableau B2.2), ce qui s'explique par la scolarisation quasi généralisée dans l'enseignement primaire et dans le premier cycle de l'enseignement secondaire, et par les taux de scolarisation élevés dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire (voir l'indicateur C1). De plus, le pourcentage de la richesse nationale qui est consacré à l'éducation dépend de la pyramide des âges de la population : les pays où les dépenses au titre des établissements d'enseignement en pourcentage du PIB sont supérieures à la moyenne sont généralement ceux où le pourcentage de la population en âge d'être scolarisée à ces niveaux est également supérieur à la moyenne. En 2007, l'effectif de la population âgée de 5 à 14 ans était, par exemple, supérieur à la moyenne en Australie, au Brésil, au Chili, en Corée, au Danemark, en Islande, au Mexique, en Norvège et en Nouvelle-Zélande, des pays où les dépenses d'éducation en pourcentage du PIB étaient également supérieures à la moyenne (voir l'indicateur B2, OCDE, 2010h). Parallèlement, les dépenses unitaires nettement plus élevées dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire signifient que l'investissement global est plus important que ne pourraient le suggérer ses seuls effectifs.

Près d'un tiers des dépenses cumulées de l'OCDE au titre des établissements d'enseignement a été consacré à l'enseignement tertiaire en 2008. Les dépenses au titre de ce niveau d'enseignement varient toutefois sensiblement entre les pays de l'OCDE. Le Canada, le Chili, la Corée et les États-Unis consacrent, par exemple, entre 2.0 % et 2.7 % de leur PIB à l'enseignement tertiaire. Ces pays sont aussi, à l'exception du Canada, ceux où la part des dépenses privées est la plus élevée à ce niveau d'enseignement. À l'autre extrême, la Belgique, le Brésil, l'Estonie, la France, l'Irlande, l'Islande, le Royaume-Uni et la Suisse affectent aux établissements d'enseignement tertiaire une part de leur PIB qui est inférieure à la moyenne de l'OCDE, mais consacrent aux établissements d'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire une part de leur PIB qui est supérieure à la moyenne de l'OCDE (voir le tableau B2.2 et le graphique B2.2).

## Graphique B2.2. Dépenses au titre des établissements d'enseignement en pourcentage du PIB (2008)

Dépenses publiques et privées, selon le niveau d'enseignement et la provenance des fonds



1. Dépenses publiques uniquement (pour la Suisse, enseignement tertiaire uniquement ; et pour la Norvège, enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire uniquement).

Les pays sont classés par ordre décroissant des dépenses publiques et privées au titre des établissements d'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire.

Source : OCDE. Données relatives à l'Argentine et l'Indonésie : Institut de statistique de l'UNESCO (Programme des indicateurs de l'éducation dans le monde). Tableau B2.3. Voir les notes à l'annexe 3 ([www.oecd.org/edu/eag2011](http://www.oecd.org/edu/eag2011)).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932467925>

### Évolution des dépenses globales d'éducation entre 2000 et 2008

Les diplômés de l'enseignement secondaire et tertiaire sont plus nombreux que jamais (voir l'indicateur A1). Dans bon nombre de pays, l'augmentation des effectifs scolarisés à ces niveaux d'enseignement est allée de pair avec des investissements financiers massifs. Tous niveaux d'enseignement confondus, les investissements publics et privés dans l'éducation ont augmenté dans tous les pays de 7 % au moins en valeur réelle entre 2000 et 2008, et ont progressé de 32 %, en moyenne, dans les pays de l'OCDE. Entre 1995 et 2008, les dépenses ont augmenté de 14 % au moins et de 57 % en moyenne dans les pays de l'OCDE (voir le tableau B2.4 disponible en ligne).

Les différences entre les pays sont en partie imputables à la variation de la taille de la population d'âge scolaire, mais aussi à l'évolution de la richesse nationale. En Israël, par exemple, les dépenses d'éducation tous niveaux d'enseignement confondus ont augmenté de plus de 21 % entre 2000 et 2008, mais elles ont diminué en pourcentage du PIB, car celui-ci a progressé de 29 % durant cette période (voir le graphique B2.1 et le tableau B2.4 disponible en ligne).

Les dépenses d'éducation tous niveaux d'enseignement confondus ont augmenté à un rythme plus soutenu que le PIB dans plus de trois quarts des pays dont les données de 2000 et 2008 sont comparables. Elles ont progressé de plus de 1.0 point de pourcentage durant cette période au Brésil (de 3.5 % à 5.3 %), en Corée (de 6.1 % à 7.6 %)

et en Irlande (de 4.5 % à 5.6 %). Toutefois, les dépenses au titre des établissements d'enseignement ont augmenté à un rythme plus faible que le PIB en Allemagne, en Autriche, en France, en Israël, au Japon et en République slovaque. Parmi ces pays, les variations les plus sensibles s'observent en France et en Israël, où la part du PIB consacrée à l'éducation a diminué d'au moins 0.3 point de pourcentage entre 2000 et 2008 (voir le tableau B2.1 et le graphique B2.1), essentiellement en raison de la diminution des dépenses en pourcentage du PIB dans l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire en France (diminution de 0.4 point de pourcentage) et dans l'enseignement tertiaire en Israël (diminution de 0.3 point de pourcentage).

Les dépenses en pourcentage du PIB tendent également à augmenter aux différents niveaux d'enseignement. Entre 2000 et 2008, les dépenses au titre de l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire ont augmenté en pourcentage du PIB dans 17 des 29 pays dont les données des deux années sont comparables. Cette augmentation s'explique essentiellement par la stabilité des effectifs de ces niveaux d'enseignement durant cette période (voir les tableaux B2.1 et B1.5). Toutefois, la tendance est plus marquée dans l'enseignement tertiaire où, entre 2000 et 2008, les dépenses en pourcentage du PIB n'ont diminué que dans trois pays – en Irlande, en Israël et en Suède. Israël est le seul pays où les dépenses en pourcentage du PIB ont diminué dans l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire, ainsi que dans l'enseignement tertiaire.

Entre 2000 et 2008, dans 22 des 32 pays dont les données des deux années sont comparables, les dépenses d'éducation ont progressé à un rythme plus soutenu dans l'enseignement tertiaire que dans l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire. Cela s'explique essentiellement par les investissements massifs consentis par les gouvernements dans l'enseignement tertiaire en raison de l'accroissement des effectifs de ce niveau d'enseignement durant cette période, et aussi par la relative stabilité des effectifs des niveaux inférieurs d'enseignement. Échappent à ce constat la Belgique, le Brésil, la Corée, l'Estonie, les États-Unis, la Finlande, la Hongrie, l'Irlande, Israël et la Norvège (voir le tableau B1.5).

### Dépenses publiques et privées au titre des établissements d'enseignement

L'augmentation des dépenses d'éducation qu'impose l'accroissement des effectifs se traduit par un alourdissement du fardeau financier à la charge de la société dans son ensemble, mais son financement n'est pas exclusivement public. En moyenne, trois quarts des dépenses tous niveaux d'enseignement confondus, qui représentent 6.1 % du PIB cumulé de l'OCDE, sont financés par des fonds publics (voir le tableau B2.3). Les fonds publics sont la principale source de financement de l'éducation dans tous les pays et représentent, en moyenne, 85 % des dépenses totales d'éducation – et au moins 97 % en Finlande et en Suède. Toutefois, l'analyse des parts publique et privée des dépenses d'éducation, et de leur variation entre niveaux d'enseignement, révèle de grandes différences entre les pays (voir l'indicateur B3).

### Définitions

Les **dépenses au titre des établissements d'enseignement** comprennent les dépenses au titre des établissements à vocation pédagogique et d'organismes qui n'ont pas à proprement parler de vocation pédagogique. Les dépenses au titre des établissements d'enseignement incluent les dépenses relatives à l'enseignement et les dépenses publiques et privées au titre des services auxiliaires à l'intention des élèves/étudiants et de leur famille, comme le logement et la cantine, si ces services sont fournis par les établissements d'enseignement. Les dépenses au titre des activités de recherche et de développement sont incluses dans cet indicateur, dans la mesure où elles sont menées par des établissements d'enseignement. Sont également incluses les dépenses engagées par les entreprises commerciales dispensant des programmes de formation ou d'enseignement à l'intention des élèves/étudiants dans le cadre des programmes d'enseignement « emploi-études ». Les organismes sans vocation pédagogique fournissent des services de cabinet-conseil ou de nature administrative ou professionnelle aux établissements d'enseignement, mais ne dispensent pas d'enseignement eux-mêmes. À titre d'exemple, citons les ministères fédéraux, nationaux ou régionaux de l'éducation et les organismes qui fournissent des services afférents à l'éducation dans des domaines tels que l'orientation professionnelle ou psychologique, la réalisation des épreuves d'examen ou l'aide financière aux élèves/étudiants.

## Méthodologie

Les données se rapportent à l'année budgétaire 2008 et proviennent de l'exercice UOE de collecte de données statistiques sur l'éducation réalisé par l'OCDE en 2010 (pour plus de précisions, voir l'annexe 3, [www.oecd.org/edu/eag2011](http://www.oecd.org/edu/eag2011)).

Les chiffres relatifs aux dépenses de 1995 et de 2000 proviennent d'une enquête spéciale mise à jour en 2010 ; les dépenses de 1995 ont été ajustées en fonction des méthodes et définitions appliquées lors de l'exercice UOE de collecte de données de 2010. Concernant les comparaisons entre années, il convient de souligner que la moyenne de l'OCDE est calculée sur la seule base des pays dont les données de toutes les années de référence sont disponibles.

Le total de l'OCDE correspond à la valeur de l'indicateur tous pays de l'OCDE confondus (voir le Guide du lecteur pour plus de détails).

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

## Références

OCDE (2010h), *Regards sur l'éducation 2010 : Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE.

D'autres documents en rapport avec cet indicateur sont disponibles en ligne :

- **Tableau B2.4. Variation des dépenses au titre des établissements d'enseignement et variation du PIB (1995, 2000, 2008)**


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932470718>

Tableau B2.1. **Dépenses au titre des établissements d'enseignement en pourcentage du PIB, selon le niveau d'enseignement (1995, 2000, 2008)***Dépenses publiques et privées, par année*

	2008			2000			1995		
	Primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire	Tertiaire	Tous niveaux confondus	Primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire	Tertiaire	Tous niveaux confondus	Primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire	Tertiaire	Tous niveaux confondus
<b>OCDE</b>									
Australie	3.6	1.5	<b>5.2</b>	3.5	1.4	<b>5.0</b>	3.4	1.6	<b>5.0</b>
Autriche	3.6	1.3	<b>5.4</b>	3.9	1.1	<b>5.5</b>	4.3	1.2	<b>6.2</b>
Belgique	4.4	1.4	<b>6.6</b>	4.1	1.3	<b>6.1</b>	m	m	<b>m</b>
Canada <sup>1, 2</sup>	3.6	2.5	<b>6.0</b>	3.3	2.3	<b>5.9</b>	4.3	2.1	<b>6.7</b>
Chili <sup>3</sup>	4.2	2.2	<b>7.1</b>	4.4	2.0	<b>6.7</b>	2.9	1.5	<b>4.6</b>
Rép. tchèque	2.8	1.2	<b>4.5</b>	2.8	0.8	<b>4.2</b>	3.5	0.9	<b>5.1</b>
Danemark <sup>2</sup>	4.3	1.7	<b>7.1</b>	4.1	1.6	<b>6.6</b>	4.0	1.6	<b>6.2</b>
Estonie <sup>4</sup>	3.9	1.3	<b>5.8</b>	3.9	1.0	<b>5.4</b>	4.2	1.0	<b>5.8</b>
Finlande	3.8	1.7	<b>5.9</b>	3.6	1.7	<b>5.6</b>	4.0	1.9	<b>6.3</b>
France	3.9	1.4	<b>6.0</b>	4.3	1.3	<b>6.4</b>	4.5	1.4	<b>6.6</b>
Allemagne	3.0	1.2	<b>4.8</b>	3.3	1.1	<b>4.9</b>	3.4	1.1	<b>5.1</b>
Grèce <sup>2</sup>	m	m	<b>m</b>	2.7	0.8	<b>3.6</b>	2.0	0.6	<b>2.6</b>
Hongrie <sup>4</sup>	3.0	0.9	<b>4.8</b>	2.7	0.8	<b>4.3</b>	3.2	0.8	<b>4.8</b>
Islande	5.1	1.3	<b>7.9</b>	4.8	1.1	<b>7.1</b>	m	m	<b>m</b>
Irlande	4.1	1.4	<b>5.6</b>	2.9	1.5	<b>4.5</b>	3.8	1.3	<b>5.2</b>
Israël	4.2	1.6	<b>7.3</b>	4.3	1.9	<b>7.6</b>	4.6	1.7	<b>7.8</b>
Italie	3.3	1.0	<b>4.8</b>	3.2	0.9	<b>4.5</b>	3.5	0.7	<b>4.6</b>
Japon <sup>2</sup>	2.8	1.5	<b>4.9</b>	3.0	1.4	<b>5.0</b>	3.1	1.3	<b>5.0</b>
Corée	4.2	2.6	<b>7.6</b>	3.5	2.2	<b>6.1</b>	m	m	<b>m</b>
Luxembourg	2.9	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>
Mexique	3.7	1.2	<b>5.8</b>	3.5	1.0	<b>5.0</b>	3.7	1.0	<b>5.1</b>
Pays-Bas	3.7	1.5	<b>5.6</b>	3.4	1.4	<b>5.1</b>	3.4	1.6	<b>5.4</b>
Nouvelle-Zélande	4.5	1.6	<b>6.6</b>	4.4	0.9	<b>5.6</b>	3.5	1.1	<b>4.7</b>
Norvège <sup>4</sup>	5.0	1.7	<b>7.3</b>	5.0	1.6	<b>6.8</b>	5.0	1.9	<b>6.9</b>
Pologne	3.6	1.5	<b>5.7</b>	3.9	1.1	<b>5.6</b>	3.6	0.8	<b>5.2</b>
Portugal	3.4	1.3	<b>5.2</b>	3.8	1.0	<b>5.2</b>	3.5	0.9	<b>4.9</b>
Rép. slovaque <sup>2</sup>	2.6	0.9	<b>4.0</b>	2.7	0.8	<b>4.1</b>	3.1	0.7	<b>4.6</b>
Slovénie	3.7	1.1	<b>5.4</b>	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>
Espagne	3.1	1.2	<b>5.1</b>	3.2	1.1	<b>4.8</b>	3.8	1.0	<b>5.3</b>
Suède	4.0	1.6	<b>6.3</b>	4.2	1.6	<b>6.3</b>	4.1	1.5	<b>6.0</b>
Suisse <sup>4</sup>	4.3	1.3	<b>5.7</b>	4.2	1.1	<b>5.7</b>	4.6	0.9	<b>6.0</b>
Turquie <sup>4</sup>	m	m	<b>m</b>	1.8	0.8	<b>2.5</b>	1.2	0.5	<b>1.7</b>
Royaume-Uni	4.2	1.2	<b>5.7</b>	3.5	1.0	<b>4.9</b>	3.6	1.1	<b>5.2</b>
États-Unis	4.1	2.7	<b>7.2</b>	3.9	2.7	<b>6.9</b>	3.8	2.3	<b>6.6</b>
Moyenne OCDE	3.8	1.5	<b>5.9</b>	~	~	~	~	~	~
Total OCDE	3.7	1.9	<b>6.1</b>	~	~	~	~	~	~
Moyenne UE21	3.6	1.3	<b>5.5</b>	~	~	~	~	~	~
Moyenne des pays de l'OCDE dont les données sont disponibles en 1995, 2000 et 2008 (27 pays)	3.7	1.5	<b>5.8</b>	3.7	1.3	<b>5.5</b>	3.8	1.3	<b>5.6</b>
<b>Autres G20</b>									
Argentine	4.3	1.2	<b>6.1</b>	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>
Brésil <sup>4</sup>	4.1	0.8	<b>5.3</b>	2.4	0.7	<b>3.5</b>	2.6	0.7	<b>3.7</b>
Chine <sup>4</sup>	m	m	<b>3.3</b>	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>
Inde	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>
Indonésie <sup>1, 4</sup>	2.9	0.3	<b>3.3</b>	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>
Féd. de Russie <sup>4</sup>	2.1	1.5	<b>4.7</b>	1.7	0.5	<b>2.9</b>	m	m	<b>m</b>
Arabie saoudite	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>
Afrique du Sud	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>
<b>Moyenne G20</b>	m	m	<b>5.4</b>	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>

1. Année de référence : 2007 (et non 2008).


2. Certains niveaux d'enseignement se confondent. Pour plus de détails, voir le code « x » dans le tableau B1.1a.

3. Année de référence : 2009 (et non 2008).

4. Dépenses publiques uniquement (pour la Suisse, enseignement tertiaire uniquement ; pour la Norvège, enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire uniquement ; et pour l'Estonie et la Fédération de Russie, données de 1995 et 2000 uniquement).

Source : OCDE. Données relatives à l'Argentine et l'Indonésie : Institut de statistique de l'UNESCO (Programme des indicateurs de l'éducation dans le monde). Données relatives à la Chine : *Bulletin statistique national 2009 sur les dépenses d'éducation*. Voir les notes à l'annexe 3 ([www.oecd.org/edu/eag2011](http://www.oecd.org/edu/eag2011)).

Les symboles représentant les données manquantes figurent dans le Guide du lecteur.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932470661>

**Tableau B2.2. Dépenses au titre des établissements d'enseignement en pourcentage du PIB, selon le niveau d'enseignement (2008)**
*Dépenses publiques et privées<sup>1</sup>*

	Préprimaire (enfants de 3 ans et plus)	Primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire				Tertiaire			Tous niveaux d'enseignement confondus (y compris les programmes non affectés)
		Primaire, secondaire et post- secondaire non tertiaire	Primaire et premier cycle du secondaire	Deuxième cycle du secondaire	Post- secondaire non tertiaire	Ensemble du tertiaire	Tertiaire de type B	Tertiaire de type A et programmes de recherche de haut niveau	
<b>OCDE</b>									
Australie	0.1	3.6	2.7	0.7	0.1	1.5	0.1	1.3	<b>5.2</b>
Autriche	0.5	3.6	2.3	1.3	n	1.3	n	1.3	<b>5.4</b>
Belgique <sup>2</sup>	0.6	4.4	1.6	2.9	x(4)	1.4	x(6)	x(6)	<b>6.6</b>
Canada <sup>3</sup>	x(3)	3.5	2.1	1.4	x(7)	2.5	1.0	1.6	<b>6.0</b>
Chili <sup>4</sup>	0.7	4.2	2.8	1.4	a	2.2	0.5	1.6	<b>7.1</b>
Rép. tchèque	0.5	2.8	1.6	1.1	n	1.2	n	1.1	<b>4.5</b>
Danemark	0.7	4.3	3.0	1.3	x(4, 6)	1.7	x(6)	x(6)	<b>7.1</b>
Estonie	0.5	3.9	2.5	1.2	0.2	1.3	0.4	0.9	<b>5.8</b>
Finlande	0.4	3.8	2.3	1.4	x(4)	1.7	n	1.7	<b>5.9</b>
France	0.7	3.9	2.5	1.4	n	1.4	0.3	1.1	<b>6.0</b>
Allemagne	0.5	3.0	1.9	1.0	0.1	1.2	0.1	1.1	<b>4.8</b>
Grèce	m	m	m	m	m	m	m	m	<b>m</b>
Hongrie <sup>5</sup>	0.7	3.0	1.8	1.0	0.1	0.9	n	0.8	<b>4.8</b>
Islande	1.0	5.1	3.7	1.4	x(4)	1.3	x(6)	x(6)	<b>7.9</b>
Irlande	n	4.1	3.0	0.9	0.2	1.4	x(6)	x(6)	<b>5.6</b>
Israël	0.8	4.2	2.3	1.9	n	1.6	0.3	1.3	<b>7.3</b>
Italie	0.5	3.3	2.0	1.3	n	1.0	n	1.0	<b>4.8</b>
Japon	0.2	2.8	2.0	0.8	x(4, 6)	1.5	0.2	1.2	<b>4.9</b>
Corée	0.2	4.2	2.7	1.5	a	2.6	0.4	2.2	<b>7.6</b>
Luxembourg	0.5	2.9	2.0	0.9	m	m	m	m	<b>m</b>
Mexique	0.7	3.7	2.9	0.8	a	1.2	x(6)	x(6)	<b>5.8</b>
Pays-Bas	0.4	3.7	2.5	1.2	n	1.5	n	1.5	<b>5.6</b>
Nouvelle-Zélande	0.5	4.5	2.8	1.5	0.2	1.6	0.3	1.3	<b>6.6</b>
Norvège <sup>5</sup>	0.5	5.0	3.4	1.6	x(4)	1.7	x(6)	x(6)	<b>7.4</b>
Pologne	0.7	3.6	2.5	1.1	n	1.5	n	1.5	<b>5.7</b>
Portugal	0.4	3.4	2.4	1.0	m	1.3	x(6)	x(6)	<b>5.2</b>
Rép. slovaque	0.4	2.6	1.6	1.0	x(4)	0.9	x(4)	0.9	<b>4.0</b>
Slovénie	0.6	3.7	2.6	1.1	x(4)	1.1	x(6)	x(6)	<b>5.4</b>
Espagne	0.8	3.1	2.4	0.7	a	1.2	0.2	1.0	<b>5.1</b>
Suède	0.7	4.0	2.7	1.3	n	1.6	x(6)	x(6)	<b>6.3</b>
Suisse <sup>5</sup>	0.2	4.3	2.7	1.6	x(4)	1.2	n	1.2	<b>5.7</b>
Turquie	m	m	m	m	a	m	m	m	<b>m</b>
Royaume-Uni	0.3	4.2	2.8	1.4	n	1.2	x(6)	x(6)	<b>5.7</b>
États-Unis	0.4	4.1	3.0	1.1	m	2.7	x(6)	x(6)	<b>7.2</b>
<b>Moyenne OCDE</b>	<b>0.5</b>	<b>3.8</b>	<b>2.5</b>	<b>1.2</b>	<b>n</b>	<b>1.5</b>	<b>0.2</b>	<b>1.3</b>	<b>5.9</b>
<b>Total OCDE</b>	<b>0.4</b>	<b>3.7</b>	<b>2.6</b>	<b>1.1</b>	<b>n</b>	<b>1.9</b>	<b>0.2</b>	<b>1.3</b>	<b>6.1</b>
<b>Moyenne UE21</b>	<b>0.5</b>	<b>3.6</b>	<b>2.3</b>	<b>1.2</b>	<b>n</b>	<b>1.3</b>	<b>0.1</b>	<b>1.2</b>	<b>5.5</b>
<b>Autres G20</b>									
Argentine	0.6	4.3	3.4	0.9	a	1.2	0.3	0.8	<b>6.1</b>
Brésil <sup>5</sup>	0.4	4.1	3.4	0.7	a	0.8	x(6)	x(6)	<b>5.3</b>
Chine <sup>5</sup>	m	m	m	m	m	m	m	m	<b>3.3</b>
Inde	m	m	m	m	m	m	m	m	<b>m</b>
Indonésie <sup>3, 5</sup>	n	2.9	2.5	0.4	a	0.3	n	0.3	<b>3.3</b>
Féd. de Russie <sup>5</sup>	0.7	2.1	x(2)	x(2)	x(2)	1.5	0.2	1.3	<b>4.7</b>
Arabie saoudite	m	m	m	m	m	m	m	m	<b>m</b>
South Africa	m	m	m	m	m	m	m	m	<b>m</b>
<b>Moyenne G20</b>	<b>m</b>	<b>m</b>	<b>m</b>	<b>m</b>	<b>m</b>	<b>m</b>	<b>m</b>	<b>m</b>	<b>5.4</b>

1. Dépenses d'origine internationale comprises.

2. La colonne 3 concerne uniquement l'enseignement primaire et la colonne 4, l'enseignement secondaire dans son ensemble.

3. Année de référence : 2007.

4. Année de référence : 2009.

5. Dépenses publiques uniquement (pour la Suisse, enseignement tertiaire uniquement ; et pour la Norvège, enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire uniquement).

 Source : OCDE. Données relatives à l'Argentine et l'Indonésie : Institut de statistique de l'UNESCO (Programme des indicateurs de l'éducation dans le monde). Données relatives à la Chine : *Bulletin statistique national 2009 sur les dépenses d'éducation*. Voir les notes à l'annexe 3 ([www.oecd.org/edu/eag2011](http://www.oecd.org/edu/eag2011)).

Les symboles représentant les données manquantes figurent dans le Guide du lecteur.


 StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932470680>



Tableau B2.3. Dépenses au titre des établissements d'enseignement en pourcentage du PIB, selon la provenance du financement et le niveau d'enseignement (2008)

Dépenses publiques et privées

	Préprimaire			Primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire			Tertiaire			Tous niveaux d'enseignement confondus		
	Dépenses publiques <sup>1</sup>	Dépenses privées <sup>2</sup>	Total	Dépenses publiques <sup>1</sup>	Dépenses privées <sup>2</sup>	Total	Dépenses publiques <sup>1</sup>	Dépenses privées <sup>2</sup>	Total	Dépenses publiques <sup>1</sup>	Dépenses privées <sup>2</sup>	Total
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
<b>OCDE</b>												
Australie	0.04	0.04	<b>0.08</b>	3.0	0.6	<b>3.6</b>	0.7	0.8	<b>1.5</b>	3.7	1.4	<b>5.2</b>
Autriche	0.45	0.06	<b>0.51</b>	3.5	0.1	<b>3.6</b>	1.2	0.1	<b>1.3</b>	5.2	0.2	<b>5.4</b>
Belgique	0.59	0.02	<b>0.61</b>	4.3	0.2	<b>4.4</b>	1.3	0.1	<b>1.4</b>	6.3	0.3	<b>6.6</b>
Canada <sup>3, 4</sup>	x(4)	x(5)	<b>x(6)</b>	3.1	0.4	<b>3.5</b>	1.5	1.0	<b>2.5</b>	4.6	1.4	<b>6.0</b>
Chili <sup>5</sup>	0.59	0.15	<b>0.74</b>	3.3	0.9	<b>4.2</b>	x(9)	x(9)	<b>2.2</b>	4.3	2.7	<b>7.1</b>
Rép. tchèque	0.42	0.04	<b>0.46</b>	2.5	0.3	<b>2.8</b>	0.9	0.2	<b>1.2</b>	3.9	0.6	<b>4.5</b>
Danemark <sup>4</sup>	0.60	0.14	<b>0.74</b>	4.2	0.1	<b>4.3</b>	1.6	0.1	<b>1.7</b>	6.5	0.6	<b>7.1</b>
Estonie	0.53	0.01	<b>0.54</b>	3.8	n	<b>3.9</b>	1.1	0.2	<b>1.3</b>	5.5	0.2	<b>5.8</b>
Finlande	0.36	0.04	<b>0.40</b>	3.8	n	<b>3.8</b>	1.6	0.1	<b>1.7</b>	5.7	0.1	<b>5.9</b>
France	0.63	0.04	<b>0.67</b>	3.7	0.2	<b>3.9</b>	1.2	0.2	<b>1.4</b>	5.5	0.5	<b>6.0</b>
Allemagne	0.40	0.14	<b>0.54</b>	2.6	0.4	<b>3.0</b>	1.0	0.2	<b>1.2</b>	4.1	0.7	<b>4.8</b>
Grèce	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>
Hongrie	0.69	m	<b>m</b>	3.0	m	<b>m</b>	0.9	m	<b>m</b>	4.8	m	<b>m</b>
Islande	0.75	0.23	<b>0.98</b>	4.9	0.2	<b>5.1</b>	1.2	0.1	<b>1.3</b>	7.2	0.7	<b>7.9</b>
Irlande	n	n	<b>n</b>	4.0	0.1	<b>4.1</b>	1.2	0.2	<b>1.4</b>	5.2	0.3	<b>5.6</b>
Israël	0.66	0.19	<b>0.84</b>	4.0	0.2	<b>4.2</b>	0.9	0.7	<b>1.6</b>	5.9	1.4	<b>7.3</b>
Italie	0.48	0.03	<b>0.52</b>	3.2	0.1	<b>3.3</b>	0.8	0.2	<b>1.0</b>	4.5	0.3	<b>4.8</b>
Japon <sup>4</sup>	0.09	0.12	<b>0.21</b>	2.5	0.3	<b>2.8</b>	0.5	1.0	<b>1.5</b>	3.3	1.7	<b>4.9</b>
Corée	0.09	0.10	<b>0.18</b>	3.4	0.8	<b>4.2</b>	0.6	1.9	<b>2.6</b>	4.7	2.8	<b>7.6</b>
Luxembourg	0.45	0.01	<b>0.46</b>	2.8	0.1	<b>2.9</b>	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>
Mexique	0.59	0.11	<b>0.70</b>	3.1	0.6	<b>3.7</b>	0.9	0.4	<b>1.2</b>	4.7	1.1	<b>5.8</b>
Pays-Bas	0.38	n	<b>0.39</b>	3.3	0.4	<b>3.7</b>	1.1	0.4	<b>1.5</b>	4.8	0.8	<b>5.6</b>
Nouvelle-Zélande	0.45	0.04	<b>0.49</b>	3.8	0.6	<b>4.5</b>	1.1	0.5	<b>1.6</b>	5.4	1.2	<b>6.6</b>
Norvège	0.42	0.08	<b>0.50</b>	5.0	m	<b>m</b>	1.6	0.1	<b>1.7</b>	7.3	m	<b>m</b>
Pologne	0.57	0.10	<b>0.67</b>	3.4	0.2	<b>3.6</b>	1.0	0.4	<b>1.5</b>	5.0	0.7	<b>5.7</b>
Portugal	0.37	n	<b>0.37</b>	3.4	n	<b>3.4</b>	0.9	0.5	<b>1.3</b>	4.7	0.5	<b>5.2</b>
Rép. slovaque <sup>4</sup>	0.37	0.08	<b>0.44</b>	2.2	0.4	<b>2.6</b>	0.7	0.2	<b>0.9</b>	3.5	0.6	<b>4.0</b>
Slovénie	0.49	0.14	<b>0.63</b>	3.4	0.3	<b>3.7</b>	1.0	0.2	<b>1.1</b>	4.8	0.6	<b>5.4</b>
Espagne	0.63	0.19	<b>0.82</b>	2.9	0.2	<b>3.1</b>	1.0	0.2	<b>1.2</b>	4.5	0.6	<b>5.1</b>
Suède	0.67	n	<b>0.67</b>	4.0	n	<b>4.0</b>	1.4	0.2	<b>1.6</b>	6.1	0.2	<b>6.3</b>
Suisse	0.19	m	<b>m</b>	3.8	0.5	<b>4.3</b>	1.3	m	<b>m</b>	5.3	m	<b>m</b>
Turquie	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>
Royaume-Uni	0.28	n	<b>0.28</b>	4.2	n	<b>4.2</b>	0.6	0.6	<b>1.2</b>	5.1	0.6	<b>5.7</b>
États-Unis	0.33	0.08	<b>0.41</b>	3.8	0.3	<b>4.1</b>	1.0	1.7	<b>2.7</b>	5.1	2.1	<b>7.2</b>
Moyenne OCDE	0.44	0.07	<b>0.51</b>	3.5	0.3	<b>3.7</b>	1.0	0.5	<b>1.5</b>	5.0	0.9	<b>5.9</b>
Total OCDE	0.36	0.08	<b>0.44</b>	3.4	0.3	<b>3.7</b>	0.9	1.0	<b>1.9</b>	4.7	1.4	<b>6.1</b>
Moyenne UE21	0.47	0.05	<b>0.51</b>	3.4	0.2	<b>3.6</b>	1.1	0.2	<b>1.3</b>	4.8	0.5	<b>5.5</b>
<b>Autres G20</b>												
Argentine	0.43	0.13	<b>0.57</b>	4.0	0.3	<b>4.3</b>	0.9	0.2	<b>1.2</b>	5.3	0.7	<b>6.1</b>
Brésil	0.41	m	<b>m</b>	4.1	m	<b>m</b>	0.8	m	<b>m</b>	5.3	m	<b>m</b>
Chine	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	3.3	m	<b>m</b>
Inde	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>
Indonésie <sup>3</sup>	0.02	m	<b>m</b>	2.9	m	<b>m</b>	0.3	m	<b>m</b>	3.3	m	<b>m</b>
Féd. de Russie	0.61	0.09	<b>0.70</b>	2.0	0.1	<b>2.1</b>	0.9	0.5	<b>1.5</b>	4.1	0.7	<b>4.7</b>
Arabie saoudite	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>
Afrique du Sud	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>
Moyenne G20	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	m	m	<b>m</b>	4.4	m	<b>m</b>

1. Sont comprises les subventions publiques aux ménages afférentes aux établissements d'enseignement ainsi que les dépenses directes de sources internationales au titre des établissements d'enseignement.

2. Déduction faite des subventions publiques au titre des établissements d'enseignement.


3. Année de référence : 2007.

4. Certains niveaux d'enseignement se confondent. Pour plus de détails, voir le code « x » dans le tableau B1.1a.

5. Année de référence : 2009.

Source : OCDE. Données relatives à l'Argentine et l'Indonésie : Institut de statistique de l'UNESCO (Programme des indicateurs de l'éducation dans le monde). Données relatives à la Chine : *Bulletin statistique national 2009 sur les dépenses d'éducation*. Voir les notes à l'annexe 3 ([www.oecd.org/edu/eag2011](http://www.oecd.org/edu/eag2011)).

Les symboles représentant les données manquantes figurent dans le Guide du lecteur.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932470699>





Extrait de :  
**Education at a Glance 2011**  
OECD Indicators

Accéder à cette publication :  
<https://doi.org/10.1787/eag-2011-en>

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2011), « Quelle part de leur richesse nationale les pays consacrent-ils à l'éducation ? », dans *Education at a Glance 2011 : OECD Indicators*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/eag-2011-17-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).